



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Une-election-que-le-Parti-travailliste-aurait-du-gagner-sans-effort>

Dossier élections du 7 mai en Grande-Bretagne

Une élection que le Parti travailliste aurait du gagner sans effort

- International - Europe -



Alors que le Parlement vient d'être dissous et la campagne officielle lancée, travaillistes et conservateurs sont au coude à coude dans les sondages. Trop proches pour que l'on puisse se risquer un pronostic à coup sûr.

Les trois principaux partis de l'establishment ont de sérieux soucis. Le Parti travailliste et le Parti Conservateur sont collés au score de 33% dans les sondages alors que les Libéraux Démocrates sont menacés de disparition ou de quasi disparition. Le Parti travailliste a réalisé une percée de 4% dans les sondages à la suite du premier débat télévisé, mais cela en ferait seulement le premier parti et il n'y a aucune garantie que cette tendance se confirme.

Avec la polarisation politique qui s'est produite sous l'impact de l'austérité - la montée de UKIP (1) d'un côté et, de l'autre côté, le surgissement des Verts et du Parti national Ecosais - la base du soutien aux grands partis a commencé à se restreindre.

Le résultat de ce phénomène est l'éclatement du vieux système à trois partis en un système à cinq ou six partis qui rend encore plus scandaleusement injuste le système électoral « le premier arrivé remporte le siège » (2). Le nombre de petites circonscriptions dans lesquelles le vote d'un électeur qui va voter en faveur du parti pour lequel il veut vraiment voter pèsera vraiment est infime. Cette situation a aussi ouvert un plus grand espace pour l'implantation des petits partis de gauche qui se réclament du socialisme. Bien sûr, ces partis sont durement victimes du mode de scrutin majoritaire, même si beaucoup à gauche ont renoncé à revendiquer toute réforme électorale.

Le fait est que la prochaine élection est une élection que le Parti travailliste aurait du remporter sans effort. Il peut toujours la remporter - et même nettement - s'il s'était préparé à avancer une véritable alternative sous forme d'un programme radical anti-austérité ayant comme objectif l'amélioration des conditions de vie de la majorité de la population.

Il est opposé au Parti Conservateur qui a échoué par rapport à tous ses objectifs, y compris celui qui était le plus mis en avant : l'abolition de la dette avant la fin du mandat. Au lieu de cela, la dette publique s'est accrue de 100 millions de livres chaque année et la dette privée atteint maintenant les deux milliards de livres. La dette des ménages représente maintenant 140% du revenu, nettement plus que dans les pays de la zone euro ou qu'aux Etats-Unis.

La croissance est dopée par la dette et ne profite qu'aux riches. Pour une famille moyenne, la perte annuelle de revenus depuis le début de la mandature est d'au moins 1600 livres. L'écart entre les riches et les pauvres s'est accru. Les bas salaires sont maintenant endémiques et le niveau de vie continue de baisser, en dépit des affirmations contraires du gouvernement. Les contrats « zéro heure » se multiplient, de même que les statuts de travailleur indépendant. L'Etat providence est en cours de destruction. Le système public de santé est en crise. Les jeunes sont piégés par l'impossibilité d'avoir un logement, des salaires de misère, des droits d'inscription et des emplois précaires. Les femmes ont été frappées de manière particulièrement dure. Les handicapés ont été ciblés de façon brutale.

Le Parti travailliste est confronté à un Parti Conservateur qui ne dit pas seulement « votez pour nous et nous vous offrirons encore plus de cette misère » mais qui affirme aussi que lors du prochain mandat ils pratiqueront deux fois plus de coupes budgétaires qu'ils ne l'ont fait dans le mandat qui s'achève.

Dans ces conditions, le Parti travailliste devrait caracolier dans les sondages et remporter une nette majorité. Au lieu

de cela, il est confronté à la possibilité de n'être que le parti le plus important. Et même au danger véritable de perdre.

Malheureusement, il n'est pas très difficile de comprendre pourquoi on en est arrivé là. Au lieu de présenter un programme radical anti-austérité, le Parti travailliste a passé 5 ans à emboîter le pas aux Conservateurs. Son niveau dans les sondages est beaucoup plus le résultat de ce qu'ont fait les Conservateurs que de ce que le Parti travailliste a lui-même fait. Dès le début, ils ont accepté le mantra des Conservateurs selon lequel les coupes budgétaires sont inévitables pour rembourser la dette. Et, depuis, ils sont restés coincés dans ce piège.

Le résultat, c'est que Ed Balls (3) plaide en permanence pour une poursuite de l'austérité si c'est le Parti travailliste qui constitue le gouvernement. Il prétend que des coupes budgétaires travaillistes seront plus lentes et moins profondes que celles des Conservateurs. Mais ce seront tout autant des coupes budgétaires ! Tout ceci fournit une aide inespérée à la machine de propagande des Conservateurs, une machine bien supérieure à celles de travaillistes. Chaque fois que les travaillistes les mettent en difficulté sur un sujet, les Conservateurs peuvent répondre : « mais vous aussi, vous mettrez en oeuvre des coupes budgétaires » ! Ils complètent cela par un implacable dénigrement personnel d'Ed Milliband.

Mais il n'y a pas que sur les restrictions budgétaires que le Parti travailliste s'est aligné sur les Conservateurs. Il a fait la même chose sur l'immigration. Ils se sont abîmés dans l'agenda anti-immigrés des Conservateurs et a rivalisé avec eux en matière de xénophobie.

Et surtout le Parti travailliste a couronné tout cela par son autodestruction en Ecosse. Après avoir mené la campagne du référendum la main dans la main avec les Conservateurs, avec force roulements de tambours unionistes, les travaillistes sont menacés de disparaître le 7 mai prochain. Le Parti national Ecossois (SNP) a désormais 100.000 membres ; il est en tête dans 40 circonscriptions. Juste pour rendre les choses encore pires, les travaillistes ont désigné comme leader travailliste pour l'Ecosse Jim Murphy, la cheville ouvrière de l'alliance avec les Conservateurs lors de la campagne pour le référendum.

Il existe des discussions entre certains animateurs de la gauche du Parti travailliste, dont certaines grosses structures syndicales comme Unite (4), pour construire une alternative après les élections. Mais de telles discussions sont assez isolées et manquent de crédibilité.

Le Parti travailliste est également défié par les Verts. Le nombre d'adhérents et de sympathisants des partis verts en Grande Bretagne - le Parti Vert d'Angleterre et du Pays de Galles (GPEW) et le Parti Vert Ecossois (PVE) - a augmenté de façon spectaculaire, notamment au cours de l'année passée. Le nombre d'adhérents au GPEW a doublé et atteint maintenant 54.500 membres, ce qui en fait la quatrième force, devant les Libéraux Démocrates ou l'UKIP. Dans les sondages, le Parti Vert frôle maintenant les 10%, un point devant les Libéraux Démocrates. La montée du SNP signifie que le Parti Vert Ecossois dispose d'une moindre marge de manoeuvre, mais les sondages indiquent que ce Parti fera un bon résultat en 2016 lors des élections pour le Parlement Ecossois.

Les Verts vont également rassembler de nombreux soutiens dont nous aurions espéré qu'ils aillent vers Left Unity, des gens qui seraient sa base naturelle. Bien que Left Unity soit un nouveau parti avec un impact médiatique très faible, c'est un parti bien plus démocratique (c'est-à-dire un bien meilleur modèle pour construire). Il est également opposé aux restrictions budgétaires et au néolibéralisme de façon beaucoup plus cohérente. Il est plus cohérent aussi bien en termes d'orientation politique qu'en termes d'activité pratique.

Bien sûr, le soutien grandissant dont bénéficient les Verts ne sera pas reflété de façon équitable lors des élections législatives. Les Verts peuvent fort bien surpasser les Libéraux Démocrates en nombre de voix et n'obtenir qu'une

faible proportion du nombre de sièges des Libéraux Démocrates (même si ces derniers vont voir leur fraction parlementaire considérablement réduite). Si le système électoral était démocratique, le Parti Vert d'Angleterre et du Pays de Galles aurait déjà un groupe parlementaire substantiel depuis plusieurs années. Le soutien à la réélection de Caroline Lucas, qui a été l'une des meilleure parlementaire de gauche, constitue un enjeu crucial.

Le Parti travailliste est confronté à tout cela alors même qu'il est clair depuis le début qu'un programme radical et courageux - la fin de l'austérité, le relèvement des bas salaires, la sortie de millions de gens de la pauvreté, la prise à bras le corps de la crise du logement, la défense des jeunes, la suppression des droits d'inscription, le contrôle des rentes, le rétablissement des droits des travailleurs, la défense du système public de santé - lui aurait assuré la victoire. Les gens réclament à grands cris un tel programme.

Naturellement, sur quelques points, le Parti travailliste essaie de se distinguer des Conservateurs. Il envisage d'élever le salaire minimum à 8 livres d'ici à 2020, d'abolir les ordonnances sur la Santé et les services sociaux, d'augmenter de 2,5 milliards de livres le système public de santé grâce à un impôt foncier, d'abolir la nouvelle taxe d'habitation (bedroom tax), de geler les prix de l'énergie, de supprimer les contrats « zéro heure » qui ont empêché le développement d'autres formes d'emploi et de rétablir le taux maximum de l'impôt (50%). Il propose également de construire 200.000 logements et de faire quelque chose à propos du changement climatique.

Le problème est que tout cela est assez éloigné d'un programme radical anti-austérité. La plupart de ces mesures sont, au mieux, des demi-mesures. Ainsi, le salaire minimum atteindra de toute façon 7.5 livres en 2020. Deux milliards et demi de livres ne constituent qu'une partie de ce qui est nécessaire pour stabiliser le système public de santé après cinq ans de gel des dépenses sous le règne des Conservateurs. C'est bon de savoir qu'ils envisagent de construire 200.000 logements et de faire quelque chose pour le changement climatique ! Néanmoins, les explications sur la manière d'y parvenir sont largement absentes. Par exemple : combien de ces maisons seront mises en vente et abordables ? Ce n'est pas clair.

La politique travailliste de réduction à 6.000 livres des droits d'inscription universitaire est un pas en avant... mais ce sera un long chemin de parvenir à la gratuité de l'éducation, revendiquée par la gauche ! Cela peut aider le Parti travailliste à renouer le contact avec les jeunes au moment même où la coalition au pouvoir les traite avec le plus complet mépris. Avec bonheur, le Manifeste travailliste reprend la promesse d'abaisser à 16 ans l'âge du droit de vote.

Heureusement pour les Travaillistes, les Conservateurs ont également de sérieux problèmes. Le budget présenté par Osborne (5) le 18 mars - la dernière grande occasion avant les élections - n'a permis aucun progrès au niveau des sondages. En fait, il y a eu une évolution marginale des sondages en faveur des Travaillistes. La conviction de Lynton Crosby (6) d'une remontée des Conservateurs dans les sondages à l'approche de la date de l'élection s'avère plus insaisissable que jamais.

La stratégie phare des Conservateurs consistant à désigner les immigrés comme boucs émissaires et à stimuler la xénophobie s'est avérée problématique avec l'échec spectaculaire de leur prétention à réduire l'immigration « par dizaines de milliers ». Au lieu de cela, le solde net d'immigration est passé l'an dernier de 210.000 à 298.000, soit trois fois l'objectif affiché par les Conservateurs. Brusquement, après des mois où ils ont saisi toutes les occasions d'agiter la question de l'immigration afin de concurrencer UKIP, les Conservateurs n'ont plus rien à dire sur le sujet et tentent de l'évacuer, ce que UKIP ne va pas leur permettre.

Les Conservateurs expliquent la hausse de l'immigration par la croissance de l'économie qui aspire de la main d'oeuvre immigrée. De façon assez amusante, le Bureau de responsabilité budgétaire a un point de vue différent, en fait complètement opposé. Il affirme que pour autant qu'il y ait croissance de l'économie elle est due au nombre d'immigrés qui sont arrivés dans le pays, plus qu'à tout autre raison ! En tout cas, beaucoup plus qu'à toute action

entreprise par Osborne... Les Conservateurs ont aussi un problème avec le vote des femmes et un autre, encore plus important, avec celui des minorités ethniques. Dans ces catégories, ils obtiennent des scores inférieurs à leurs résultats globaux. Ils sont également handicapés par l'erreur de Cameron qui a annoncé qu'il ne briguerait pas un troisième mandat, ce qui l'a transformé en canard boiteux.

En plus de tout ça, il y a UKIP. Le vote UKIP stagne, mais ne s'effondre pas. Et il peut fort bien remonter avec le déroulement de la campagne officielle. À la base, UKIP est une scission du centre-droit reflétant des divisions très anciennes au sein du Parti conservateur lui-même. L'aide droite du Parti conservateur a toujours eu un problème avec les projets (aujourd'hui abandonnés) de réformes de Cameron, qu'il s'agisse du mariage homosexuel, du « verdissement » de sa communication et de ce qu'elle pense être un euro-scepticisme faible et vacillant. La Droite du Parti conservateur a également fort mal réagi à l'éviction d'Owen Patterson (7) - qui niait le problème du changement climatique et était totalement eurosceptique - de son poste de secrétaire à l'environnement.

La droite du Parti conservateur est très attirée par le coeur du message raciste, anti-immigré et anti-Union européenne du Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni. Et Cameron n'a aucune réponse à cela. Et quand il s'aventure sur des thèmes racistes, il est immédiatement épaulé par UKIP. Et le Parti travailliste ne fait pas mieux.

La montée du Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni n'a été possible que grâce à un glissement à droite de tout l'éventail politique au cours des cinq dernières années et aussi grâce à la complaisance des médias qui ont fait allégeance à Farage (8) et lui ont offert le statut d'homme politique incontournable. On a autorisé le Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni à donner au racisme une apparence respectable.

Combien de sièges au Parlement peut obtenir UKIP, compte tenu du mode de scrutin ? C'est une toute autre question. Cinq ou six, avec beaucoup de chance. Cela ne signifie pas, pour autant, que le Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni ne jouera pas un rôle important dans le cas où les Conservateurs seraient le premier parti mais sans avoir la majorité absolue. Une coalition entre le Parti conservateur et le Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni, peut-être avec le DUP (9), est le cauchemar qui peut résulter de ce scrutin. Et les Conservateurs ont refusé d'éliminer cette hypothèse. Le DUP a annoncé son soutien à un gouvernement conservateur en échange d'un milliard pour l'économie d'Irlande du Nord.

Un autre aspect - dont les Conservateurs se plaignent en toute occasion après leur bataille pour conserver l'Ecosse au sein du Royaume-Uni - est le rôle majeur que va jouer le Parti National Ecossois au sein du nouveau Parlement. Le SNP pourrait être en position forte aussi bien pour maintenir en place un gouvernement travailliste minoritaire que pour le déstabiliser - ainsi que l'a indiqué Alec Salmond (10) - et ramener un gouvernement minoritaire conservateur. Le SNP a également évoqué une « alliance progressiste » au Parlement avec les Verts en Angleterre et Plaid Cymru (11) au Pays de Galles.

Un gouvernement travailliste dont la survie reposerait sur le SNP constitue un cauchemar aussi bien pour la droite que pour le Parti travailliste. Bien qu'étant lui aussi un parti de l'establishment, le Parti national écossais est bien plus à gauche que le Parti travailliste. Il se prononce contre l'austérité et réclame la fin du programme Trident. Cela constitue une perspective dont la Gauche en Grande-Bretagne devrait se réjouir dans la mesure où elle ouvrirait le champ politique et créerait de nouvelles opportunités. Cela pourrait même apporter au débat politique anglais un peu du radicalisme et de l'enthousiasme qui ont tellement inspiré la campagne du référendum.

En ce qui concerne Socialist Resitance, pour les élections législatives comme pour les élections locales de Mai prochain, la tâche la plus importante est de soutenir et de promouvoir les candidatures présentées par Left Unity, dont celles qui sont communes avec TUSC (12), lorsque c'est possible. Comme à l'étape actuelle des candidatures de ce type sont en nombre limité, nous déciderons de nos consignes de vote circonscription par circonscription.

Une élection que le Parti travailliste aurait du gagner sans effort

Notre objectif est d'obtenir le vote le plus important possible en faveur de la Gauche, notamment autour des candidats qui s'opposent aux restrictions budgétaires, à la guerre, aux privatisations et à toutes les mesures anti-ouvrières. C'est pourquoi nous voterons pour des socialistes crédibles, des Verts de gauche, des candidats de la gauche radicale, des candidats opposés aux coupes budgétaires et partisans de la défense du système public de santé - notamment les candidats du NHAP (13) - et pour des candidats spécifiques de la gauche travailliste. Nous voterons pour les candidats crédibles de TUSC ou de Respect, sauf lorsqu'il existe une autre candidature mieux placée, plus à gauche ou écologiste de gauche. Malheureusement, les tentatives de TUSC et d'autres de se présenter sans prendre en considération l'existence de forces suffisantes sur le terrain a abouti à ce que certains candidats de gauche manquent de crédibilité.

Lorsqu'il n'y a pas la possibilité de soutenir une candidature de gauche crédible telle qu'évoquée ci-dessus, Socialist Resistance appellera à un vote critique en faveur du Parti travailliste afin de s'opposer aux Conservateurs et au Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni et de se tenir ainsi aux côtés des millions de travailleurs qui veulent les arrêter. En Ecosse, notre soutien prioritaire ira au Parti socialiste écossais (SSP) là où il se présente. Au Pays de Galles, en règle générale, nous voterons pour Plaid Cymru, contre les candidats néo-travaillistes.

Un Parlement « suspendu » où aucun parti n'a la majorité absolue reste une issue hautement probable. Left Unity doit se construire sur la base de ses modestes efforts actuels pour soutenir la résistance à l'offensive de l'austérité, quel que soit le gouvernement ou la coalition qui émergera. Il faut préparer les batailles à venir, dont les élections de 2016 ainsi que toute nouvelle élection législative qui pourrait avoir lieu dans un futur proche.

L'une des raisons pour lesquelles, en Grèce, Syriza a été capable de passer de 4% à 35% des suffrages en seulement cinq ans est que, tout en construisant des mobilisations à la base, Syriza a souligné la nécessité d'une solution au niveau gouvernemental à la crise politique et sociale. La gauche britannique serait bien avisée de retenir cette leçon.

Notes

(1) UKIP : Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni, anti-immigrés et anti-UE

(2) Baptisé FPTP (first-past-the-post), le mode de scrutin est donc un scrutin majoritaire à un tour par circonscription. Le candidat arrivé en tête remporte le siège.

(3) Membre de l'aile droite du Parti travailliste, Ed Balls fait partie du « cabinet fantôme » d'Ed Milliband en tant que (futur) ministre des finances et du Trésor.

(4) Fondée en 2007 par la fusion de plusieurs fédérations syndicales (dont celles organisant les travailleurs des transports et de l'industrie privée), Unite est la principale fédération syndicale britannique.

(5) George Osborne est l'actuel ministre des finances et du Trésor du gouvernement de David Cameron.

(6) Conseiller en stratégie et communication politique, Lynton Crosby dirige la campagne du Parti conservateur.

(7) Ministre de l'environnement du gouvernement Cameron de septembre 2012 à juillet 2014, Owen Patterson est connu pour ses positions extrêmes favorables aux OGM et à l'exploitation des gaz de schistes.

(8) Nigel Farage est le principal dirigeant du Parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni (UKIP).

(9) Le Democratic Unionist Party (DUP) représente les protestants d'Irlande du Nord favorables au maintien de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni.

(10) Principal dirigeant du Parti national écossais, Alec Salmond a laissé à la place à Nicola Sturgeon à l'issue du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse (septembre 2014).

(11) Plaid Cymru - Parti du Pays de Galles - défend la langue galloise ainsi que la perspective de l'indépendance du Pays de Galles.

(12) La Trade Unionist and Socialist Coalition - Coalition syndicaliste et socialiste - est une coalition électorale qui regroupe des syndicalistes de gauche et des militants de la gauche radicale / révolutionnaire (notamment du Socialist Party et du Socialist Workers Party).

(13) Le National Health Action Party est un parti politique fondé en 2012. Hostile aux politiques d'austérité, son action est centrée sur la défense du système public de santé.